



03-10-2012

GOODYEAR AMIENS NORD : LA LUTTE CONTINUE

Depuis 2004, la lutte a mis en échec les plans de licenciements de plusieurs centaines de salariés de la multinationale américaine. Cela fait plus de 7 ans que des salariés qui auraient été mis au chômage, sont toujours aujourd'hui des « Goodyear ».

Depuis 8 mois des négociations sont en cours avec la direction. En pleines négociations la direction Goodyear rompt unilatéralement les discussions avec la CGT, syndicat majoritaire à plus de 86 % et seul habilité à signer un protocole d'accord.

La direction annonce le 27 septembre le retrait du projet d'un PDV (Plan de Départs Volontaires) sans licenciements contraints, sachant que celle-ci avait confirmé courant juin l'abandon des licenciements (plans de licenciement invalidés de nombreuses fois par les Tribunaux).

Avec la mauvaise foi qui la caractérise cette même direction annonce : « en raison de l'échec des négociations en cours, un retour à un plan de licenciements est une des options parmi tant d'autres » et ajoutant que Goodyear « reviendra vers les salariés le moment venu quand nous aurons analysé les pistes de travail ».

Le syndicat CGT déclare qu'actuellement, « les garanties de l'emploi sur les pneus agricoles repris par Titan sont jugées insuffisantes » et reproche à la direction de leur avoir adressé un projet d'accord de méthodes qui ne peut-être prévu que dans le cas où il y aurait un plan de licenciements.

En conséquence les élus CGT au CCE par la voix de Mickaël Wamen ont voté « **une délibération contre la direction parce qu'elle n'a pas consulté les instances représentatives du personnel et que donc, il y a faute grave** ».

Le syndicat Sud (non représentatif sur Amiens) comme à son accoutumée déblatère sur les positions de classe de la CGT et adoube les prétentions de la direction qui déclare que le Groupe Titan ne peut garantir l'emploi sur les pneus agricoles que pour une durée de 2 ans (même procédé que chez Continental à Clairoux) avec l'épilogue que l'on connaît.

Il n'est pas question pour la CGT de signer un quelconque accord qui ne garantit pas à long terme l'emploi pour les personnes désirant rester sur le site d'Amiens.

A chaque instant de la lutte menée depuis plus de 7 ans, ce sont toujours les salariés avec leur syndicat CGT qui ont tranché. Nul doute que les salariés seront nombreux aux départs des bus le 9 octobre pour se rendre au Mondial de l'Automobile pour crier haut et fort « Sans nous pas de bagnoles ».

La lutte continue.